

Actualités



Mérite

Claude Péloquin, un grand bénévole dans l'ombre

page B8

LES EMPLOYÉS DE BOMBARDIER FONT UN PAS EN AVANT B5

Les militants appuient massivement Martin

Isabelle Rodrigue (PC)
OTTAWA

Son leadership renforcé par un appui massif des délégués libéraux réunis en congrès, Paul Martin a répété qu'il ne souhaitait pas d'élections dans un avenir rapproché, ce qui ne l'empêche pas de mettre en place toute l'organisation pour préparer une éventuelle campagne.

Au terme d'un congrès national de quatre jours, les quelque 2000 délégués ont réitéré leur confiance en leur chef en lui accordant 88 pour cent de votes d'appuis.

«Du fond de mon cœur, merci pour la confiance que vous venez de me démontrer par le résultat du vote. Vous avez montré votre appui à mon égard, et je l'apprécie beaucoup», a déclaré M. Martin lors d'un bref discours à saveur électorale devant ses militants.

«Tous ensemble, nous mènerons notre parti vers les prochaines élections, nous travaillerons sans relâche et nous remporterons une victoire éclatante», a-t-il ajouté, décochant quelques flèches envers les trois partis adverses.

Personne ne doutait que M. Martin allait obtenir un bon résultat, et ce, malgré les difficultés rencontrées depuis son arrivée à la tête du Parti libéral du Canada (PLC) et surtout au gouvernement, il y a 15 mois.

Il avait fait mieux lors du congrès au leadership, en novembre 2003, où il avait obtenu un appui de 94 pour cent des délégués. Mais les militants devaient alors choisir entre M. Martin ou son adversaire, Sheila Copps.

Le confortable résultat d'hier se compare, en fait, sensiblement à ceux obtenus par son prédécesseur. Alors à la tête d'un gouvernement majoritaire, Jean Chrétien récoltait en 1994 un score de 91 pour cent, et de 90 pour cent en 1998.

En conférence de presse, M. Martin s'est dit satisfait du résultat mais a rapidement ajouté qu'il voulait maintenant surtout mettre ses efforts à poursuivre la réalisation de son programme. «Nous ne voulons pas d'élections, a-t-il noté. La priorité, c'est de bien gouverner.»

Ca n'empêche pas le chef libéral d'avoir profité de la grand-messe de son parti pour mettre en place son équipe électorale et donner le feu vert à l'organisation. M. Martin a d'ailleurs annoncé que la ministre Lucienne Robillard coprésiderait la campagne nationale, en compagnie de David Herle et John Webster, qui étaient au même poste à la dernière élection.

Ces gestes sont nécessaires à cause de la précarité du gouvernement minoritaire de M. Martin, a indiqué Mme Robillard. «On réalise très bien que nous sommes un gouvernement minoritaire. Alors quand l'élection sera appelée, et si elle est appelée, on veut être prêts sur le terrain», a commenté la ministre.



Après le vote d'appui massif des militants libéraux, le premier ministre Paul Martin affichait sa bonne humeur et a salué les militants avec sa femme Sheila à son côté.

Outre cette nomination, M. Martin a aussi nommé une série de directeurs provinciaux pour organiser cette prochaine campagne. Au Québec, l'ancien ministre du gouvernement de Pierre Elliot Trudeau, Marc Lalonde, et la présidente des jeunes libéraux du Québec, Brigitte Legault, coprésideront la campagne.

Au cours des prochains mois, sur le terrain, le parti devrait commencer à an-

noncer la tenue d'investitures en misant d'abord sur les candidats défaits lors des dernières élections, notamment les anciens députés.

«Ca prenait un événement comme ce congrès pour donner le coup de départ», a fait observer le ministre responsable du Québec, Jean Lapierre.

Mais la poursuite des travaux de la

Commission d'enquête sur les commandites représente un boulet aux pieds des libéraux au Québec. Et l'impopularité des libéraux provinciaux de Jean Charest ne vient en rien les aider.

La ministre Robillard a admis, en conférence de presse, que les libéraux faisaient face à bien des défis au Québec. A son avis, il faut «démontrer que nous tenons nos promesses. Vous savez comment les citoyens de façon générale, y compris ceux du Québec, sont sceptiques par rapport aux promesses gouvernementales.»

Elle a ajouté que «l'idéal» serait que les élections ne surviennent qu'après la fin des travaux de la Commission Gomery, pour que la page soit tournée et que les électeurs puissent «passer à autres choses».

Heureusement pour les libéraux du Québec, il y a la décision de ne pas participer au bouclier antimissile, qui vient leur donner un coup de pouce.

Sans trop de vagues

Le congrès aura permis de revigorer les militants du Parti libéral qui sont retournés dans leurs comités sans s'être trop déchirés. Le message général, qui se voulait rassembleur, a eu l'air de trouver une oreille attentive.

Ceux qui ont un œil sur le poste de M. Martin se sont faits discrets, et si ce n'était de la question du mariage gai, de la marijuana, de la représentation équitable des femmes dans le parti ou de la réforme des lois sur la prostitution, les débats n'auraient pas été des plus animés.

Les délégués se seront finalement prononcés en faveur du mariage de couples de même sexe et d'une révision des lois sur la prostitution. En atelier, ils ont adopté une résolution pour la légalisation de la marijuana, mais comme elle n'a pas été discutée en séance plénière, elle ne sera pas inscrite aux orientations politiques officielles du parti.

Les plus fortes critiques envers l'organisation libérale et son chef ont été exprimées hier matin, alors que les délégués discutaient d'une résolution qui aurait éliminé le recrutement de partisans de dernière minute à l'occasion de courses à l'investiture de candidats pour les élections.

«Nous devons éviter que l'expérience de Hamilton se répète», a fait valoir un délégué ontarien, faisant référence à l'épisode où Sheila Copps s'est faite carrément écartée du parti.

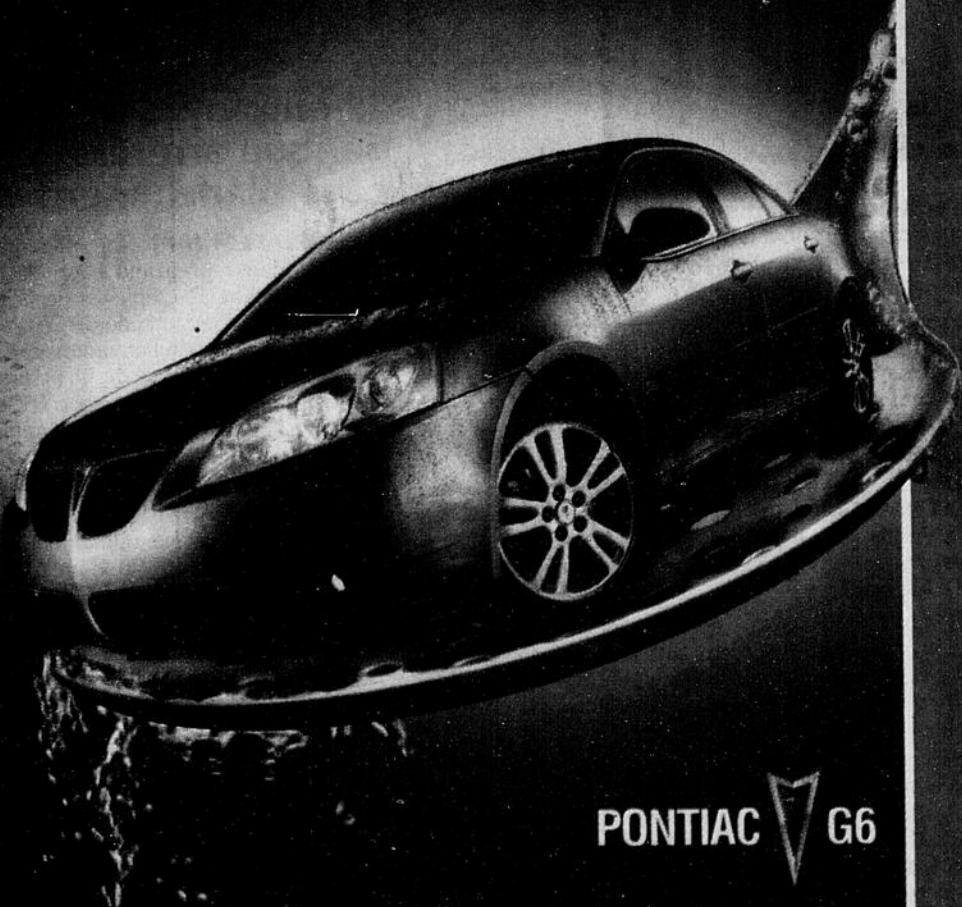
«Ca ne donne pas une bonne réputation au parti ou au premier ministre, et j'estime que ça nous a coûté des votes», a-t-il poursuivi.

Le refus du bouclier aidera le PLC au Québec, croit Lapierre B7

Goûtez-y

« Une berline aussi agréable à conduire qu'à regarder »

Jacques Bienvenue, Journal de Montréal



PONTIAC G6

Moteur 3,5L V6 à 130 de 200 HP • Boîte automatique à 4 vitesses avec surmultipliée
• Climatiseur • Rétroviseurs, glaces et miroirs à commandes électriques • Télédémarrage
• Régulateur de vitesse • Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable • Radio AM/FM
stéréo avec lecteur CD et 6 haut-parleurs • Centralisateur informatique de bord • Colonne de
direction télescopique, inclinable et réglable • Sacs gonflables avant à déploiement adapté
• Roues de 16 po en aluminium • Phares antibrouillard • Phares à halogène

249 \$/mois*
Avec comptant de 3 747 \$
0 \$ dépôt de sécurité

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
289 \$	1874 \$	0 \$
329 \$	0 \$	0 \$

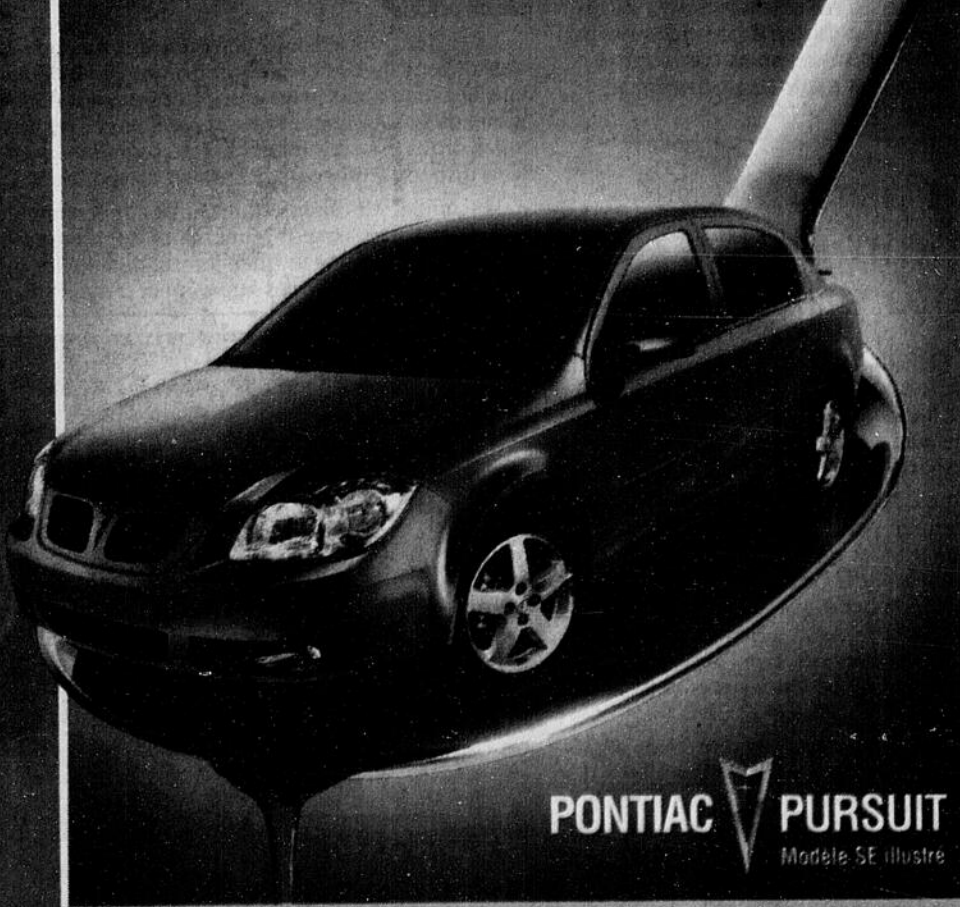
0 %
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT

PONTIAC
BUICK
GMC



« Orientation sportive qui place le conducteur au centre de l'action »

Benoît Charrette, L'Annuel de l'automobile 2005



PONTIAC PURSUIT
Modèle SE illustré

Moteur 2,2L 4 cylindres ECOTEC à DACT de 145 HP • Boîte manuelle Getrag à 5 vitesses avec surmultipliée • Direction électrique, assistée à crémaillère • Banquette arrière divisée 60/40 rabattable • Sacs gonflables avant à déploiement adapté • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Contrôle automatique des phares à halogène • Roues de 15 po • Sièges baquets avant sport côté conducteur, réglable en hauteur • Centralisateur informatique de bord • Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

169 \$/mois*
Avec comptant de 2 749 \$
0 \$ dépôt de sécurité

Mensualité	Comptant	Dépôt de sécurité
189 \$	1833 \$	0 \$
229 \$	0 \$	0 \$

0 %
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT



L'Association des concessionnaires Pontiac•Buick•GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs de base 2005 suivants : G6 (2ZG69/R7B) et Pursuit (2AJ69/R7A). Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement et peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. *À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent ; voir ci-dessus. À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c de km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. Taux de financement à l'achat de 0 % pour un terme de 36 mois sur approbation du crédit de GMAC. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, Mérite Étudiant et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez www.gmcanada.com.

Le monde

REVUE DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

www.cyberpresse.ca

L'Italie choquée

ROME (AP) - L'épilogue sanglant de la détention de Giuliana Sgrena soulevait interrogations et polémiques en Italie hier, à l'heure où des milliers de personnes défilaient devant la dépouille mortelle de Nicola Calipari qui accompagnait l'ex-otage. Blessée par les tirs américains peu après sa libération, la journaliste, qui a publié un premier récit de son calvaire, n'excluait pas d'avoir été délibérément prise pour cible.

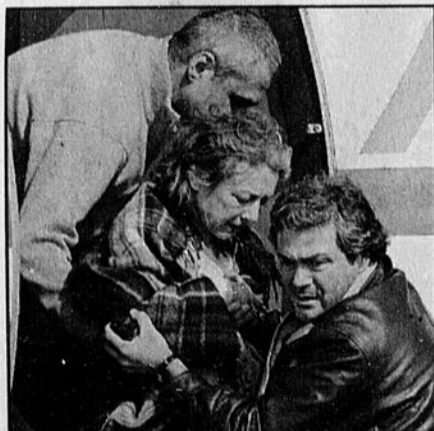
«Le fait que les Américains sont contre les négociations pour libérer les otages est connu», a-t-elle noté, la voix rauque et hésitante, au cours d'un entretien accordé par téléphone à la chaîne de télévision Sky TG24.

Disant ne pas savoir si une rançon avait été versée pour sa libération, elle a ajouté que les Américains étaient également opposés au principe des rançons pour sauver la vie des gens. «Alors, je ne vois pas pourquoi je devrais exclure d'avoir été prise pour cible», a lancé Giuliana Sgrena, qui a toujours été hostile à l'intervention américaine en Irak.

«Je comprends l'émotion de ces heures, mais ceux qui ont subi tant de pression ces dernières semaines devraient se reprendre et éviter de raconter n'importe quoi», a mis en garde le ministre de la communication Maurizio Gasparri.

L'armée américaine a promis de faire toute la lumière sur la fusillade ayant coûté la vie à l'agent des services secrets Nicola Calipari sur la route de l'aéroport de Bagdad. Les Américains affirment que les soldats ont ouvert le feu car la voiture allait trop vite et n'a pas obéi aux sommations. La journaliste affirme que le véhicule roulait lentement, et n'avait pas vu d'avertissements.

Choquée, l'Italie attend la vérité. Le gouvernement Berlusconi doit apporter des réponses sur ce qui s'est vraiment passé devant le parlement cette semaine. D'ici là, les spéculations vont bon train, notamment sur l'éventuelle rançon qui aurait été versée, d'un million de dollars selon un député irakien, Younadem Kana.



Giuliana Sgrena, photographiée à son arrivée en Italie, a expliqué hier qu'elle ne retournerait pas en Irak. «Ils ne veulent pas de témoins et nous sommes tous considérés comme des espions potentiels», a-t-elle dit.

Le parti communiste en tête en Moldavie

CHISINAU (AP) - Le parti communiste au pouvoir en Moldavie arrivait en tête hier des élections législatives dans l'ancienne république soviétique, selon un sondage réalisé à la sortie des urnes.

Le Parti communiste du président Vladimir Voronine, favorable à une politique pro-occidentale et pro-européenne, obtenait 40% des voix contre 29% au bloc démocratique moldave, alliance centrée pro-russe, selon ce sondage réalisé conjointement par l'Institut pour le marketing et les sondages et deux autres organisations, Opinia et Cîvis.

Le parti populaire chrétien démocrate, de centre-droit, récoltait 14% des suffrages, d'après le sondage. Aucune autre formation n'aurait obtenu suffisamment de voix pour être représentée au Parlement.

La Commission électorale doit publier les premiers résultats ce matin.

Environ 63,7% des 2,3 millions d'électeurs moldaves ont participé dimanche à ces élections destinées à renouveler le Parlement.



Vladimir Voronine



Les manifestations anti-syriennes se multiplient depuis quelque temps à Beyrouth. La journée d'hier n'a pas fait exception et un groupe de manifestants a envahi la place des Martyrs.

La Syrie se redéploie

BEYROUTH (AP) - Le redéploiement annoncé des troupes syriennes au Liban commencera dès aujourd'hui, juste après la rencontre des présidents libanais et syrien à Damas. Le ministre libanais de la Défense l'a assuré hier au lendemain du discours de Bachar el-Assad qui a laissé sceptique l'opposition libanaise et la communauté internationale.

Dans le même temps, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a appelé à un grand rassemblement à Beyrouth demain pour protester contre «l'intervention étrangère» au Liban et dénoncer la résolution 1559 des Nations unies qui réclame le retrait syrien du Liban et le désarmement de la guérilla chiite pro-syrienne. Une contre-manifestation qui fait suite à plusieurs jours de mobilisation anti-syrienne après l'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri.

le 14 février.

D'après le ministre libanais de la Défense Abdel Rahim Mourad, les troupes syriennes au Liban vont entamer dès aujourd'hui un redéploiement vers l'est du pays, quittant le Mont Liban et le Nord pour se replier vers la vallée de la Bekaa. Ce redéploiement devrait prendre deux ou trois jours, a précisé le ministre à l'Associated Press.

Ce repli des 14 000 soldats syriens vers la vallée de la Bekaa constitue la première étape d'un retrait en deux phases annoncé par le président syrien Bachar el-Assad samedi lors d'un discours solennel devant le parlement. Une annonce qui a laissé néanmoins planer le doute sur un retrait total des forces syriennes du Liban.

Le président syrien n'a pas vraiment dit si les troupes syriennes quitteraient le

Liban ou resteraient près de la frontière syrienne, même si la ministre syrienne de l'Immigration Buthaina Shaaban a ensuite affirmé samedi soir que le retrait serait total et interviendrait «dès que possible».

Les détails du retrait devaient être finalisés aujourd'hui lors d'une réunion du Conseil suprême syro-libanais, qui réunit les chefs d'Etat des deux pays, le Syrien Bachar el-Assad et le Libanais Emile Lahoud.

Dans un entretien à paraître aujourd'hui dans le magazine américain «Time», Bachar el-Assad se dit par ailleurs prêt à coopérer, mais souligne qu'il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour réformer. «Faites passer le message, je ne suis pas Saddam Hussein. Je veux coopérer», déclare-t-il.

Réunion des députés irakiens le 16 mars

BAGDAD (AP) - La convocation de l'assemblée nationale provisoire irakienne élue le 30 janvier a été fixée au 16 mars prochain, alors qu'un accord se faisait jour pour désigner le chef kurde Jalal Talabani à la présidence, tandis que le chiite Ibrahim al-Jaafari doit prendre le poste convoité de Premier ministre.

La fonction de chef du gouvernement doit revenir à l'un des responsables de l'Alliance irakienne unifiée arrivée en tête du scrutin, le chiite Ibrahim al-Jaafari, chef du parti islamique Dawa. Sa nomination, acceptée par les kurdes, avait été approuvée par le grand ayatollah Ali al-Sistani, le plus haut dignitaire chiite irakien.

Toutefois, selon le porte-parole de Jalal Talabani, Azad Jundiyan, l'accord avec l'Alliance irakienne unifiée n'était pas finalisé. Des responsables de l'Alliance, dont Ahmed Chalabi, ajoutaient que les négociations se poursuivaient.

Appui à un «fugitif» à Belgrade

BELGRADE (AP) - Des portraits de Ratko Mladic ont été placardés hier dans le centre de Belgrade, exhortant les Serbes à préserver l'héritage du chef militaire bosno-serbe, recherché par le tribunal de La Haye qui l'a inculpé de génocide.

Les affiches étaient signées par un groupe autoproclamé «1389», l'année où les Serbes perdirent face aux Ottomans lors de la bataille de Kosovo Polié, devenue pour les nationalistes le symbole de la lutte de la Serbie pour repousser les envahisseurs musulmans dans les Balkans.

Le tribunal pénal international de La Haye a inculpé Ratko Mladic pour génocide après la guerre de Bosnie. Il est notamment accusé d'avoir donné l'ordre du massacre de Srebrenica en Bosnie en 1995 où près de 8000 hommes et jeunes garçons de l'enclave musulmane furent tués par les troupes bosno-serbes. Ratko Mladic est en fuite depuis dix ans.

Un jeûne pour décrier le retrait

JÉRUSALEM (AP) - Les rabbins des colons israéliens ont proclamé hier un jour de jeûne, le 17 mars prochain, pour protester contre la décision du gouvernement israélien d'évacuer les 21 implantations de la Bande de Gaza et quatre colonies de Cisjordanie à l'été prochain.

Les rabbins ont émis un édit qui appelle au jeûne de l'aube au crépuscule le 17 mars pour «briser l'horrible décret» sur le retrait.

Le plan de retrait a été approuvé par le gouvernement israélien et par le Parlement, la Knesset, malgré l'opposition des colons et de leurs soutiens. Les responsables de la sécurité israélienne redoutent une résistance violente des colons les plus extrémistes.

22 employés de banque arrêtés pour blanchiment

JÉRUSALEM (AP) - La police israélienne a réalisé un grand coup de filet hier en arrêtant 22 employés de la première banque commerciale de l'Etat hébreu dans le cadre de l'enquête sur l'une des plus grosses affaires de blanchiment d'argent qu'ait connues le pays. L'escroquerie porte sur des centaines de millions de dollars, selon les autorités.

Les investigations menées en toute discrétion pendant un an en infiltrant l'institution ont révélé que quelque 80 comptes bancaires et 170 clients de la banque Hapoalim étaient impliqués, a précisé le porte-parole de la police, Gil Kleiman. De nombreux pays sont mis en cause, a-t-il ajouté, ne citant que la France parmi ceux qui ont coopéré avec les enquêteurs.

Ceux-ci soupçonnent les employés de la succursale d'avoir «aidé des clients à transférer des fonds sans le signaler, comme le requiert la législation» israélienne de 2000 contre le blanchiment d'argent.

Avant la loi, Israël était inscrit sur la liste noire des États-Unis, qui le considéraient comme un paradis pour l'argent sale.

Clinton a laissé le lit à Bush père

NEW YORK (AP) - Au cours de leur tournée dans les pays frappés par le tsunami en Asie du Sud-Est, l'ex-président américain Bill Clinton a dormi une nuit à même le sol dans l'avion, laissant à son prédécesseur, George Bush père, la seule chambre à coucher de l'appareil.

«Nous aurions pu échanger nos places, passer chacun une moitié de nuit sur le lit, mais il m'a laissé la préséance. C'était très courtois, très attentionné et ça a compté beaucoup pour moi», confie George Bush.

Journée de la femme: une manif dispersée

ISTANBUL (AP) - La police anti-émeute turque a dispersé hier à coup de matraques et de gaz lacrymogène un groupe de manifestants de gauche lors d'un rassemblement non autorisé à Istanbul pour la prochaine journée internationale des Femmes.

Les policiers ont pourchassé les manifestants et les ont matraqués, selon les images tournées par l'agence APTN. Une manifestante a été jetée à terre avant d'être frappée au visage par un policier.

La police avait d'abord demandé aux quelque 300 manifestants de se disperser et beaucoup d'entre eux s'étaient exécutés dans le calme après avoir scandé des slogans dénonçant la politique du gouvernement turc et réclamant l'égalité des salaires et des droits pour les femmes. Une centaine a toutefois refusé de se disperser, provoquant l'assaut des policiers.

Un millier de manifestants, essentiellement des femmes, avaient pris part samedi à une manifestation, autorisée celle-là, à Istanbul avant la journée internationale des Femmes du 8 mars. La police n'était pas intervenue.



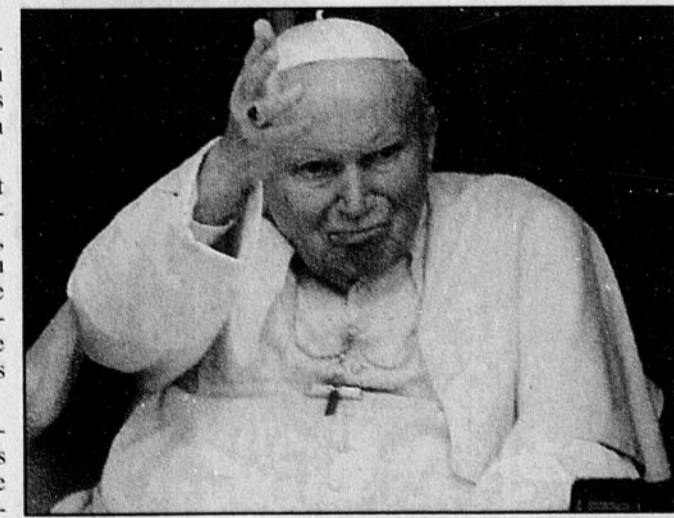
La police anti-émeute turque a pris hier des moyens musclés pour disperser, à Istanbul, des manifestants de gauche qui voulaient souligner la prochaine journée internationale des Femmes.

Le pape bénit la foule sans dire un mot

CITÉ DU VATICAN (AP) - Jean Paul II est à nouveau apparu hier à une fenêtre de sa chambre à l'hôpital Gemelli de Rome pour la prière de l'Angelus, bénissant silencieusement la foule qui l'a applaudi.

Le pape, en chaise roulante, apparaissait plus alerte qu'au moment de son apparition surprise une semaine plus tôt. Il a salué à plusieurs reprises les quelque 500 fidèles rassemblés malgré le froid et la pluie sur la petite place devant la polyclinique Gemelli et a fait le signe de croix.

Mais le souverain pontife âgé de 84 ans, en rééducation depuis la trachéotomie subie le 24 février, n'a pas parlé au cours de sa courte apparition de trois minutes. Comme la semaine dernière, c'est l'archevêque argentin Leonardo Sandri, substitut du secrétariat d'Etat du Vatican, qui a lu la prière de l'Angelus et a adressé sa bénédiction aux fidèles place Saint-Pierre, à quelques kilomètres de là.



Le pape, en chaise roulante, apparaissait hier plus alerte qu'au moment de son apparition surprise une semaine plus tôt.

La Chine fait la leçon à l'UE

PÉKIN (AP) - Le ministre chinois des Affaires étrangères a appelé hier l'Union européenne à lever son embargo sur les ventes d'armes à Pékin, qu'il a qualifié de «note discordante» entre les deux parties.

Li Zhaoxing a estimé que la levée de cet embargo serait essentiellement symbolique et aurait pour but d'améliorer les relations entre l'UE et la Chine, rejetant ainsi les craintes américaines de voir d'importantes quantités d'armes sophistiquées livrées au régime communiste en cas de fin de l'embargo.

«Nous estimons simplement que le maintien d'un embargo sur les armes si

obsolète, inutile et nuisible est une note discordante dans le partenariat stratégique global entre la Chine et l'Union européenne», a-t-il précisé.

L'embargo sur les ventes d'armes à la Chine avait été décidé après Tiananmen en 1989.

Les déclarations de Li Zhaoxing interviennent alors que l'ANP s'apprête à promulguer une loi visant à empêcher toute velléité d'indépendance de Taïwan. Pékin affirme que cette loi ne va pas accroître la menace contre Taïwan et qu'une éventuelle levée de l'embargo sur les armes ne servirait pas à mettre la pression sur l'île-Etat.



Le premier ministre taïwanais Frank Hsieh n'a pas tardé à dénoncer la loi chinoise à venir visant à empêcher toute velléité d'indépendance de Taïwan.

Les magiciens verts du CRIFA s'activent



Maryse Carbonneau
maryse.carbonneau@latribune.qc.ca
COATICOOK

Il existe un endroit magique où les pommiers fleurissent dès les premiers jours du printemps. Ce lieu, le Centre régional d'initiatives et de formation en agriculture (CRIFA) se prépare, les 19 et 20 mars prochain, à faire naître fleurs, feuilles et jardins entre les murs de son école.

Hors du temps et inconditionnellement démesurée, l'exposition horticole du CRIFA ne cesse de se réinventer, mais plus encore, de surprendre et de fasciner. Sous le thème «Inspiration», la 10^e édition tourne son regard vers trois artistes estriennes dont les oeuvres ont inspiré la création de jardins thématiques aussi variés que leurs muses.

On y retrouvera donc les sculptures sur pierre de Martine Bélanger dansant au milieu d'un jardin français, le cuivre travaillé de Marie-Emmanuelle Jamet illuminant le jardin jour et nuit, ainsi que la toile de Chantal Touchette émergeant d'un jardin champêtre.

Mais sous l'air féérique et insouciant de ces jardins se cache une longue année de travail qui a débuté, en mars 2004, par la commande de 1550 bulbes. Impossible de manquer, dès notre entrée, le parfum envoi- rant de ces belles dames dont on a

précipité le réveil, appelé «forçage».

La rentrée des élèves à l'automne marque toutefois la véritable mise en chantier de ce projet pédagogique unique qui regroupe quatre départements de la formation professionnelle du CRIFA: aménagements paysagers, horticulture ornementale, production horticole et fleuristerie.

Pendant que les uns dressent la liste des végétaux à produire, les autres s'attaquent à la création du plan d'aménagement suivant le thème sélectionné. On entame aussi les jeux d'illusion avec les végétaux à qui l'on fait accroire l'arrivée d'un hiver précoce qui sera suivi d'un printemps hâtif.

En octobre dernier, quatre classes de 5^e année de Coaticook ont reçu, armés de leurs outils de travail, les professeurs des programmes d'horticulture ornementale et d'aménagements paysagers venus leur parler de leur métier et les inviter à participer à un concours de dessin.

Les noms des gagnants seront dévoilés à l'ouverture de l'exposition, mais on pourra aussi y admirer les oeuvres de tous les artistes en herbe.

Tout au long de l'exposition, les élèves proposent des activités d'animation, dont la chasse au trésor réservée aux enfants, ainsi que des ateliers d'information sur les plantes dépolluantes et les trucs rapides pour réaliser une petite plate-bande chez soi.

Fidèle au rendez-vous, le département de fleuristerie présentera et mettra en vente ses magnifiques créations de fleurs fraîches et de fleurs séchées.

Une grande nouveauté cette année, un accès privilégié aux serres du département de production horticole dont les élèves partageront, entre autres, les secrets des plantes marginales: coton, chanvre, stevia, champignons et houblon.

Bertrand Gagnon, le grand manitou de ce gigantesque brule-bas de végétaux, sable, pierres et matériaux de tous genres, est appuyé dans sa tâche par Brigitte Proteau, coordonnatrice à la réalisation, et Marie-Claude David, coordonnatrice à la logistique.

«L'exposition vise à mettre en pratique la théorie reçue, explique M. Gagnon. Mais dans les faits, elle permet aux élèves d'aller bien au-delà du programme dont, entre autres, d'apprendre à gérer les relations humaines.»



La Tribune, Maryse Carbonneau

Le grand manitou de la 10^e exposition horticole du CRIFA, Bertrand Gagnon, a fort heureusement recours à l'aide précieuse de sa coordonnatrice à la réalisation, Brigitte Proteau.

Un travail intensif qui, s'il ne manque pas d'avoir besoin à l'occasion de petits ajustements interpersonnels, se fait dans le plaisir et la bonne humeur. De fait, à voir les élèves se démener au milieu des amoncellements de pierres et de terre, on dirait des enfants s'amusant dans un carré de sable.

Mais que fait-on de ces jardins une fois l'exposition terminée? «Nous donnons deux vies aux produits que nous utilisons, déclare M. Gagnon. Une première vie en mars lors de l'exposition, et une seconde à l'automne à la rentrée scolaire par l'aménagement du jardin pédagogique.»

Il convient de souligner que le don volontaire, que l'on peut verser lors de la visite de l'exposition, contribue à la réalisation de ce jardin pédagogique, annexé au CRIFA, dont l'ouverture officielle est prévue pour 2006.

Entre temps, le printemps sera au rendez-vous, les 19 et 20 mars de 10 h à 16 h, au CRIFA, 125 rue Morgan à Coaticook. Profitez-en, ça ne fleurit qu'un week-end!

Au moins huit des dix conseillers seront sur les rangs à Victoriaville

Gilles Besmargian
VICTORIANVILLE

À neuf mois des élections municipales, huit des dix conseillers en poste à l'Hôtel de ville de Victoriaville ont confirmé à La Tribune qu'ils demanderont aux citoyens de leur quartier respectif un renouvellement de mandat.

Après le maire Roger Richard, les Bertrand Lambert, Jacques Gagnon, Jacques Nadeau, André Chainey, Michel Allard, Sylvain Allard, Donald Dumont et Christian Lettre confirment à leur tour qu'ils demanderont aux citoyens de leur quartier respectif un renouvellement de mandat. Pour différentes raisons, seuls les conseillers Eric Lefebvre et Michel Desfossés ne savent pas encore sur quel pied danser.

Au siège numéro 1 (Parc de l'Amitié), Bertrand Lambert se dit prêt à affronter les défis d'un deuxième mandat complet. «Il y a une belle équipe en poste qui travaille bien ensemble. Tout le monde se respecte, malgré qu'à l'occasion on ne soit pas tous du même avis, mais nous avons la même vision, le développement de la ville.»

Le détenteur du siège numéro 2 (Parc-de-l'Île), Jacques Gagnon, tentera lui aussi de se faire élire pour un deuxième terme. «J'ai vraiment apprécié l'expérience, laquelle se veut une continuité à mon implication dans le milieu. Il y a aussi beaucoup de dossiers en marche et le conseil commence à voir les résultats dans certains d'entre eux. Je suis donc disposé à poursuivre ce qui a été entrepris.»

Même son de cloche de la part de Jacques Nadeau, détenteur du siège numéro 3, qui cherche rien de moins qu'à obtenir un cinquième mandat auprès de ses commettants. «Les Victoriavillois l'ont sans doute remarqué, la paix est revenue au conseil. Tout fonctionne sur les roulettes et mes problèmes de santé sont choses du passé. Aussi, étant retraité, j'ai beaucoup plus de temps à offrir à la population.»

Pour sa part, le conseiller du district électoral Sainte-Famille (siège numéro 4), Michel Desfossés, est présentement en période de réflexion. Maire de l'ex-Sainte-Victoire au moment de la fusion, en 1993 et directeur général de l'Office municipal d'habitation (OMH) de Victoriaville et reconnu comme fonctionnaire provincial, il ne peut siéger au sein d'un conseil municipal. «Ceci étant clair, je réfléchis sur mon avenir. Éligible à une retraite, il est possible que j'en arrive là, à moins que je poursuive le projet en cours à l'OMH. Lequel risque de prendre deux ans. Quoi qu'il en soit, ma décision finale sera connue au cours de l'été.»

Au siège numéro 5 (district électoral Parc Terres-jeunes), André Chainey, élu à l'automne 2004 pour remplacer Roger Paquet décédé dans un ac-

cident de la circulation, a bien sûr l'intention de se représenter en novembre prochain. «J'avais prévu poser ma candidature cette année, mais la mort de M. Paquet a précipité mes plans. En quelques mois, je suis allé chercher une belle expérience et le prochain mandat laisse entrevoir des choses intéressantes. J'apprécie beaucoup l'harmonie au sein du conseil.»

Dans le cas du détenteur du siège numéro 6 (district électoral du Parc Victoria), Eric Lefebvre, un projet bien précis pourrait faire en sorte qu'il ne sollicite pas un deuxième mandat. Sa réponse sera connue en mai ou juin prochain. «J'ai vécu une expérience très enrichissante que j'aimerais poursuivre. Si le projet qui m'intéresse ne se concrétise pas, je serai définitivement candidat.»

Conseiller dans l'ex-Sainte-Victoire avant la fusion, il y a bientôt 12 ans, Michel Allard cherchera un quatrième mandat au siège numéro 7 (district électoral de Sainte-Victoire). «La fierté de représenter ma ville qui se développe comme jamais et de voir les choses bouger dans le bon sens m'incitent à demander une fois de plus l'appui des citoyens de mon quartier. Il reste aussi bien des choses à faire et ma disponibilité me permettra d'y participer à ma façon.»

Au siège numéro 8 (district électoral d'Arthabaska-Nord), Sylvain Allard (élu sans opposition en 2001), sera de retour sur les rangs pour un deuxième mandat. «J'ai toujours eu beaucoup d'intérêt pour la chose municipale et le conseil actuel travaille main dans la main. À mon avis, la ville bouge dans le bon sens et il y a encore des dossiers très intéressants qui permettront à la ville de se développer encore davantage.»

L'homme pour qui les chiffres n'ont aucun secret, le comptable agréé et détenteur du siège numéro 9 (district électoral d'Arthabaska-Ouest), Donald Dumont, se dit disposé à accomplir un deuxième mandat et à relever les défis qui pointent à l'horizon dont celui du troisième parc industriel. «La ville a fait de grands pas en avant depuis 2001 et il en reste encore à venir. Aussi, le climat est très sain par rapport à 1997-2001. Sans hésitation, je serai en lice à l'élection de novembre.»

Finalement au siège numéro 10, Christian Lettre (district électoral d'Arthabaska-Est) sollicitera lui aussi un quatrième mandat, sans parler de celui dans l'ex-Arthabaska avant le regroupement. «J'apprécie vraiment ce qui se passe présentement au conseil. Les dossiers avancent dans le bon sens et ils aboutissent positivement. La dynamique et l'ambiance sont vraiment intéressantes. Je souhaite qu'il n'y ait pas trop de changements au sein du conseil actuel.»

À la lumière de ce qui précède, il reste à savoir si les élus en poste devront faire face à de l'opposition, le dimanche 6 novembre prochain.

LaTribune
LE CAMELOT DE LA SEMAINE

DAVID DAIGLE
Polyvalente de Black Lake
2^e secondaire
Black Lake

David est un jeune homme sympathique. Tous les matins, il offre un excellent service à ses clients. Dans ses loisirs, il pratique le hockey. Plus tard, il aimerait devenir enseignant en éducation physique.

Félicitations!

Notre camelot de la semaine recevra un bon d'achat d'une valeur de **20\$**

PACINI

152200

CONCOURS
Camps d'été CLIC
École de Sherbrooke
pour des vacances
en ANGLAIS cet été

Cet été, ça te dirait de vivre une expérience de groupe enrichissante et d'apprendre l'anglais en t'amusant?

TU AS ENTRE 5 et 13 ANS?

Le Centre de Langues Internationales Charpentier t'offre la chance de gagner un **CAMP D'ÉTÉ EN ANGLAIS**

Valeur totale de **1800\$** Les prix sont non transférables et non monnayables.

10 camps de 1 semaine seront tirés au hasard, **LE 4 AVRIL À 9 H**

Remplissez et postez ce coupon dûment rempli avant le 1 avril 2005, 17 h 00 :

Concours CAMPS D'ÉTÉ CLIC
20, rue Bryant Sherbrooke (Québec) J1J 3E4

Nom de l'enfant :
Âge de l'enfant :
Nom du parent :
Adresse :
Ville :
Code postal : Tél. :
Courrier électronique :
Nom de l'école de langues qui présente ce concours :

Le tirage aura lieu le lundi 4 avril 2005.

*Les fac-similés et copies ne seront pas acceptés.

LE GRAND JOURNAL

Édition régionale

Ce soir 17 h 30

Devrait-on encourager l'achat de voitures hybrides?

16 h 30

TQS

COGECO

16873

Économie

Alliance Novare lancera deux nouvelles entreprises

David Bombardier
SHERBROOKE

Alliance Novare fera bientôt d'autres petits. Après avoir aidé Révolution Linux à sortir des murs de l'Université de Sherbrooke, l'organisme s'apprête à lancer deux nouvelles entreprises issues de recherches universitaires.

Depuis sa naissance il y a un an et demi, Alliance Novare a parcouru un bon bout de chemin. D'organisme méconnu des chercheurs et des investisseurs, il est maintenant de plus en plus reconnu et s'est adjoint des gens d'affaires réputés. Homme d'affaires bien connu et ex-ministre libéral Paul Gobeil a récemment accepté la présidence du conseil d'administration de l'organisme et une ancienne vice-présidente de Biochem Pharma, Louise Proulx, siège désormais à la même table.

«Au cours de la dernière année, on a marqué des points et on a fait notre place, explique le président et directeur général Denis Élias, ancien président et fondateur de Sisca. Les gens commencent à nous appeler. Novare commence à faire sa place.»

Alliance Novare est issu d'une collaboration entre l'Université de Sherbrooke, l'Université Bishop, la Ville de Sherbrooke et des gens d'affaires. Son objectif consiste à aider les chercheurs à transformer le fruit de leurs recherches en entreprises. L'organisme, à but non lucratif, prendra ensuite des options sur les actions de ces entreprises afin de réinvestir cet argent dans des chaires de recherche, des laboratoires ou des équipements.

À ce jour, Alliance Novare a aidé des étudiants de l'UdeS à démarrer Révolution Linux. Ces jeunes ont créé un système d'exploitation gratuit capable de concurrencer Microsoft. La petite entreprise est maintenant située rue Sauvé et compte une dizaine d'employés.

D'ici cinq semaines, Novare croit être en mesure de lancer deux nouvelles entreprises nées dans les laboratoires universitaires (ce qu'on appelle communément des *spin-off*). On parle d'une entreprise en imagerie et d'une autre en géobusiness, soit une nouvelle philosophie de gestion et d'administration à travers laquelle les principes de la géomatique sont transportés au monde des affaires. Trois ou quatre autres projets sont également sous étude.

Le nouveau président du c.a. de Novare et ex-président du c.a. de l'Université de Sherbrooke, Paul Gobeil, insiste pour dire que l'organisme n'a pas l'intention de lancer des dizaines de projets au cours des prochaines années. «L'important, ce n'est pas le nombre, c'est la qualité, souligne celui qui remplace Serge Racine. Si on démarre trois entreprises au cours des premières années à Sherbrooke, ça va être excellent. Notre but, c'est de trouver les meilleurs projets qui soient.»

Dans ce domaine, la patience est de mise, indique le directeur général Denis Élias. Bien souvent, les chercheurs travaillent en vase clos et ne sont pas habitués à être sondés par des gens qui voudraient les voir se lancer en affaires.

Par ailleurs, M. Élias n'est plus seul à l'emploi de l'organisme. Les montages financiers seront maintenant confiés à Franck Meunier, qui a travaillé chez Innovatech pendant cinq ans. M. Élias se réjouit également de l'arrivée de Paul Gobeil et de Louise Proulx au sein du conseil d'administration d'Alliance Novare: «Ça va nous permettre de rayonner davantage puisque ces gens ont déjà de très grands réseaux de contacts. C'est ce que ça nous prend pour dynamiser les activités de notre organisme.»

Optimiste, M. Élias dit croire «plus que jamais» dans la pertinence de Novare. «Ce serait presque mortel de laisser tomber à ce moment-ci», laisse-t-il tomber en disant qu'Alliance Novare permettra à Sherbrooke de diversifier son économie au cours des prochaines années.

Depuis plus de dix ans, des entités comme Novare ont fait leurs preuves en France. L'organisme fait aussi les siennes dans la région puisqu'elle vient de s'associer à MSBi, un consortium qui valorise la recherche faite aux universités McGill, de Sherbrooke et Bishop.

MSBi, qui est en fait un fonds spécialisé en financement d'entreprises de haute technologie, et Novare viennent de déposer une demande de financement conjointe à l'Institut de recherche en santé du Canada pour de futurs projets. «Il y a un an, nous n'aurions pas pu s'entendre comme ça avec MSBi, indique M. Élias. Nous étions un nouveau venu et nous devions faire nos preuves...»

Les employés de Bombardier Aéronautique de Montréal votent pour l'entente

Alexandre Robillard (PC)
MONTREAL

Les employés de Bombardier Aéronautique ont accepté à 91,4 pour cent une nouvelle convention collective qui pourrait être déterminante dans le processus de l'entreprise d'assembler un nouvel appareil au Québec.

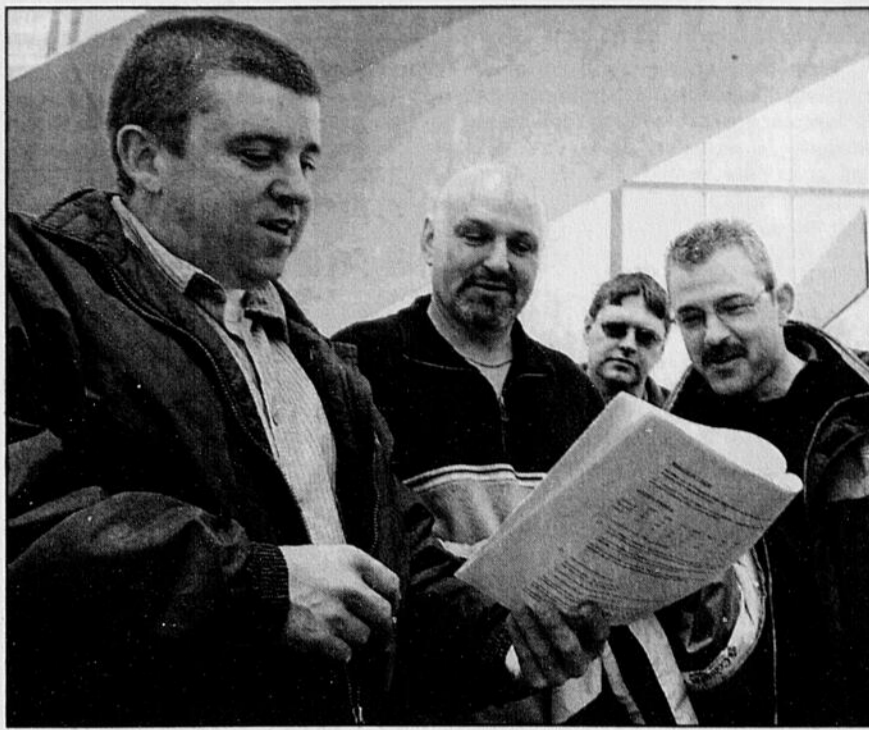
«Les membres ont démontré leur bonne foi, ils ont fait un pas en avant, et maintenant, il est évident qu'on attend un retour d'ascenseur du conseil d'administration de Bombardier, a déclaré hier David Chartrand, président du Syndicat des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale, affilié à la FTQ. On est rendu le 'site' le plus concurrentiel et on s'attend à voir la Série C à Montréal.»

Hier, environ 4000 des 6300 syndiqués de Bombardier Aéronautique se sont prononcés à 91,4 pour cent en faveur d'une convention collective de six ans.

Ce contrat de travail, valide à la seule condition que l'entreprise choisisse d'assembler son nouvel avion dans la région montréalaise, prévoit un gel des salaires la première année et des hausses totalisant 13,75 pour cent pour les cinq années suivantes. Il fournit aussi un cadre afin que l'entreprise puisse recourir à la sous-traitance.

De plus, l'employeur a la possibilité d'instaurer des quarts de travail les fins de semaine ainsi que des semaines de travail de trois ou quatre jours avec les employés qui se porteraient volontaires.

En contrepartie de ces concessions, Bombardier Aéronautique s'est engagé à garder son usine d'assemblage dans la région de Montréal pour une période de



Hier, environ 4000 des 6300 syndiqués de Bombardier Aéronautique se sont prononcés à 91,4 pour cent en faveur d'une convention collective de six ans.

20 ans, indique l'entente acceptée hier par les salariés.

Les villes de Toronto, en Ontario, et de Belfast, en Irlande du Nord, sont aussi candidates pour accueillir l'usine de l'aviateur canadien. La semaine dernière, l'État du Nouveau-Mexique s'est retiré de la course.

Le porte-parole de Bombardier Aéronautique, John Paul Macdonald, a

affirmé que le résultat du vote des employés «était une bonne nouvelle pour Montréal».

M. Macdonald a souligné l'effort important consenti par les machinistes montréalais. Mais il a rappelé que le conseil d'administration doit d'abord se prononcer sur la pertinence du projet de la Série C, qui prévoit la fabrication d'appareils d'environ 100 places. Il doit

aussi évaluer aussi les candidatures des différentes villes.

Dans environ une semaine, ces questions seront à l'ordre du jour et les administrateurs prendront alors une décision, a indiqué M. Macdonald.

«Montréal est certainement plus concurrentielle avec cette nouvelle entente mais les propositions de Toronto et Belfast seront aussi étudiées, a déclaré le porte-parole dimanche. Nous sommes aussi toujours très intéressés par l'offre du Nouveau-Mexique.»

Avant de conclure cette entente avec ses employés, l'aviateur affirmait que ses coûts de production à Montréal étaient les plus élevés de tout son réseau d'usines.

L'entreprise affirmait qu'il était nécessaire de réduire ses coûts de 120 millions \$ américain. Elle souhaitait que la moitié de cette somme provienne de concessions de la part des machinistes.

Hier, M. Macdonald n'a pas voulu indiquer si la nouvelle convention collective permettait d'atteindre cet objectif, affirmant qu'il s'agissait d'une «information concurrentielle».

Outre les clauses salariales et le travail de fin de semaine, qui vise à réduire le temps supplémentaire, les employés ont accepté un projet d'horaire flexible.

Avant ou après un rendez-vous chez le médecin, les travailleurs pourront par exemple combler, au taux régulier, les deux heures nécessaires à cette absence, a dit David Chartrand.

«Chaque point de pourcentage d'absentéisme qui diminue procure à l'employeur 4,4 millions \$», a-t-il dit.

L'ÉVÈNEMENT SPORT d'Infiniti



Berline G35 à partir de 39 900 \$*

G35 coupé à partir de 45 900 \$*

FX à partir de 53 000 \$*

- du 1^{er} au 31 mars -

POUR UNE DURÉE LIMITÉE, TAUX DE LOCATION DE 4,5 % SUR TOUTES LES BERLINES G35, G35 COUPÉ, ET FX 2005*.

Glissez-vous derrière le volant d'une Infiniti et accrochez-vous!

Mettez à l'épreuve les 280 fougueux chevaux de la G35 coupé ou de la berline sport. Vous voulez encore plus de puissance?

Allez-y pour le nouvel ensemble sport avec boîte manuelle à 6 rapports et ses incroyables 298 chevaux ou montez à bord de l'avant-gardiste et luxueusement équipé FX à traction intégrale.

Tous ces modèles aux designs performants sont offerts à des prix tout aussi performants. Rendez-vous chez votre concessionnaire Infiniti dès aujourd'hui. infiniti.ca

Offre de Location Privilage

Location à

4,5%*

- LOCATION DE 39 MOIS
- 24 000 km alloués annuellement
- Aucun dépôt de sécurité
- Faibles frais de kilométrage additionnel



INFINITI.

Sherbrooke Infiniti
4280, boul. Bourque
Rock Forest (Québec)
(819) 823-8008

*TAUX DE FINANCEMENT À LA LOCATION POUR UN TEMPS LIMITÉ offert sur tous les modèles berline G35, G35 coupé et FX et uniquement auprès des Services financiers Infiniti, sujets à l'approbation de crédit. Exemple de location d'une berline G35 2005 (G4TG75 A400)/G35 coupé 2005 (G2TG75 A400)/FX35 2005 (F6SG75 A400) : mensualités de 369 \$/469 \$/569 \$ pour une location de 39 mois à un taux de location de 4,5 %. Comptant de 7858 \$/7858 \$ ou échange équivalent et première mensualité requis à la livraison. Aucun dépôt de sécurité. Total des frais de location : 22 249 \$/26 149 \$/30 049 \$ comprenant les frais de transport et de préparation (1267 \$/1274 \$/1280 \$), 78 000 km alloués, kilométrage additionnel à 0,15 \$ du km (0,10 \$ du km si une entente est conclue au début de la location). Des offres ne requérant aucune mise de fonds initiale sont aussi disponibles. Taxes, immatriculation, assurance, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM en sus. 1PDSF pour la berline G35 2005/ la G35 coupé 2005/ le FX35 2005 à partir de 39 900 \$/45 900 \$/53 000 \$. Taxes, immatriculation, assurance, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM, frais de transport et de pré-livraison en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Voyez votre concessionnaire Infiniti le plus près pour connaître tous les détails.

Les étudiants monteront un bidonville à Québec

Presse Canadienne
QUÉBEC

L'Assemblée nationale se transformera en bidonville ce soir au cours d'une manifestation des étudiants en grève. Ils souhaitent ainsi illustrer l'impact sur leur avenir des compressions de 103 millions \$ en bourses.

Les députés provinciaux auront donc une surprise en commençant leur session parlementaire aujourd'hui, tandis que la session scolaire de 70 000 cégépiens et universitaires est toujours en suspens.

Vers 17h, les étudiants doivent arriver sur les terrains de l'Assemblée nationale pour commencer à ériger leurs tentes en prévision d'une longue et froide nuit. Ils devraient toutefois lever le camp rapidement demain matin puisqu'ils ne souhaitent pas nuire aux manifestations prévues pour la Journée de la Femme.

«Ce qu'on veut faire, c'est une sorte de village de sans-abri, un peu comme 'Tent City' à Toronto et Montréal», indique Eric Martin, porte-parole de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE).

Pendant près de cinq ans, une centaine d'itinérants avait élu domicile sur l'un des terrains de la compagnie Home Dépôt. Baptisé «Tent City», le secteur a été rasé en septembre 2002 lors d'une intervention surprise des forces de l'ordre et d'agents de sécurité privés.

«On emprunte à d'autres mouve-

ments sociaux pour montrer l'impact des décisions du gouvernement Charest sur la population étudiante», a expliqué M. Martin. Le bidonville est organisé par les associations étudiantes des cégeps F-X Garneau et Limoilou, campus Charlesbourg, bien que leurs membres aient rejeté la grève récemment.

L'action organisée ce soir sur les terrains de l'Assemblée nationale marque le lancement d'une longue semaine de moyens de pressions de la CASSEE, qui culminera samedi par une manifestation nationale à Montréal. Une journée d'occupation à la grandeur de la province est également prévue pour le lundi 14 mars.

Des représentants de la CASSEE doivent rencontrer le ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier mercredi à 18h30. La Coalition ne s'attend pas à trouver une solution au conflit qui oppose le gouvernement aux 70 000 étudiants actuellement en grève.

«Nous allons lui expliquer qui on est et ce qu'on veut exactement. Il faut qu'il comprenne qu'il doit parler avec nous aussi, on est un acteur incontournable», dit Eric Martin. Jusqu'à présent, le ministre a seulement rencontré les deux fédérations collégiale et universitaire et y a plus d'une semaine. Par contre, Jean-Marc Fournier n'a toujours pas donné suite à cette rencontre.

Or, la CASSEE regroupe la majorité des étudiants en débrayage. «Ce sont eux qui vont décider de l'issue du mouvement de grève», assure M. Martin. La Coalition réclame le retour des 103 millions \$ et l'abolition pure et simple de la réforme du programme de prêts et bourses.

Des églises violent la loi

Jim Bronskill (PC)
OTTAWA

Les églises violent la loi en aidant et en fournissant un gîte aux personnes qui n'ont pu obtenir le statut de réfugié et qui n'ont pas le droit de demeurer au Canada, peut-on lire dans une note interne du gouvernement fédéral, dont la Presse Canadienne a obtenu copie.

Il ressort du document du ministère de l'Immigration que les autorités fédérales considèrent le clergé et les congrégations

qui aident les gens à éviter la déportation comme des hors-la-loi.

«Les Églises canadiennes, en général, augmentent leur appui au refuge, contrevenant ainsi à la loi (...) Le Conseil canadien des églises et différentes Églises contreviennent sciemment et délibérément à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés», selon ce document, qui ajoute qu'il est illégal, selon la loi de l'immigration, d'aider ou d'encourager une personne à enfreindre la loi.

Cette note, rédigée en août dernier,

fait partie d'une série de documents sur le sanctuaire que la Presse Canadienne a obtenus du ministère de l'Immigration, en invoquant la loi d'accès à l'information. Elle a été préparée peu après que la ministre de l'Immigration de l'époque, Judy Sgro, eut exprimé son mécontentement devant le fait que des institutions religieuses accueillent des personnes menacées de déportation.

Environ une demi-douzaine de réfugiés et leurs familles, sont actuellement hébergées dans des églises au Canada.

Fonds d'infrastructures: Québec n'a pas déterminé le mode de redistribution

Presse Canadienne
QUÉBEC

Québec n'a toujours pas déterminé de quelle façon il distribuera aux municipalités les millions \$ consentis par le gouvernement fédéral pour les infrastructures.

Alors que les grandes villes font pression pour que le gouvernement Charest distribue les fonds au prorata de la population, la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, indique que

rien n'est fixé pour l'instant.

Elle doit avoir des discussions à ce sujet avec son collègue des Finances, Michel Audet.

Dès qu'une entente formelle sera conclue avec Ottawa, une somme de 138 millions \$ sera consentie aux municipalités du Québec pour 2005-2006.

Cette somme sera puisée à même une portion de la taxe fédérale sur l'essence.

Selon Mme Normandeau, le budget Goodale a concrétisé la promesse du gouvernement Martin; toutefois, elle

aurait souhaité que des sommes plus importantes soient allouées la première année, pour répondre aux énormes besoins d'infrastructures.

La ministre insiste: c'est Québec qui décidera du mode de répartition des sommes, en raison de sa juridiction sur les affaires municipales.

Elle indique du même souffle que les partenaires des municipalités seront consultés pour la mise en oeuvre de la redistribution des fonds.

Le gouvernail d'un avion d'Air Transat tombe en vol

Presse Canadienne
MONTRÉAL

Air Transat a retiré des airs des Airbus A-310 hier à la suite d'un incident impliquant un de ses

appareils qui faisait la liaison Cuba-Québec, a appris la CBC.

Samedi, un A-310 d'Air Transat en partance de Varadero (Cuba) à destination de Québec a connu des «problèmes mécaniques» après 25 minutes de vol.

Un porte-parole de l'entreprise a rapporté que le gouvernail de direction est partiellement tombé.

Air Transat possède 10 A-310. La société a dû accommoder les passagers affectés

LE CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE À LA CROISSANCE LA PLUS RAPIDE AU MONDE

Égayer votre printemps

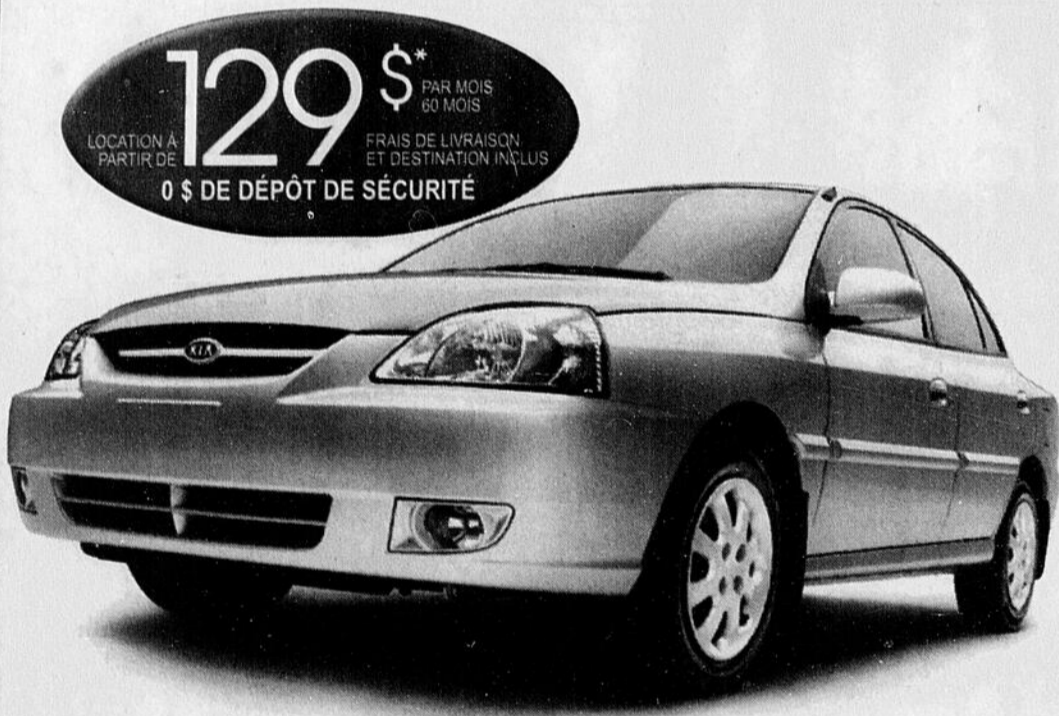


2 VERSEMENTS GRATUITS

À LA LOCATION D'UN NOUVEAU MODÈLE 2005 SÉLECTIONNÉ

OU

0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT



Modèle LS illustré*

PDSF : 12 995 \$**



Modèle EX illustré*

PDSF : 15 995 \$**

RIO 2005

- Moteur de 1,6 L, DACT • Freins antiblocage aux quatre roues (ABS)
- Deux coussins gonflables • Servodirection • AM/FM/CD stéréo • Roues de 14 po avec enjoliveurs complets • Deux miroirs avec rabat dans les pare-soleil

VERSEMENTS MENSUELS	COMPTANT
129 \$*	2 195 \$
149 \$*	995 \$
156 \$*	0 \$

SPECTRA 2005

- Moteur de 2,0 L, DACT • AM/FM/CD/MP3 stéréo
 - Six haut-parleurs • Roues de 15 po • Banquette arrière rabattable, partagée 60/40 • Système anti-démarrage
 - Suspensions avant et arrière indépendantes
- 6 COUSSINS GONFLABLES**



ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA



PLUS QU'UNE GARANTIE

GARANTIE SANS SOUCI DE 5 ANS/100 000 KM*
GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 5 ANS/100 000 KM
ASSISTANCE ROUTIÈRE AVANTAGE PLUS DE 5 ANS/100 000 KM



POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE WWW.KIA.CA OU COMPOSEZ LE 1 877 542-2886.

VOS CONCESSIONNAIRES KIA DU QUÉBEC



* Nos programmes de location-bail sont établis, sur approbation du crédit, par Services Financiers de Kia Canada et sont applicables aux modèles présentés : Rio S 2005 (R064X5) et Spectra LX 2005 (S75455). Durée de location-bail de 60 mois, avec taux de financement annuels respectifs de 0,00 % et 0,03 %, et versement initial ou équivalent d'échange de 2 195 \$ et 1 995 \$. Versement du premier mois de 129 \$ et 179 \$, plus frais de livraison et destination de 0 \$ et 0 \$, et frais d'acquisition de 350 \$ exigibles à la livraison. L'obligation totale de location-bail pour les modèles présentés est basée sur un prix de détail suggéré du fabricant (PDSF) de 12 995 \$ et 15 995 \$, et se chiffre respectivement à 9 935 \$ et 12 735 \$, l'option d'achat à la fin de la location-bail est évaluée à 3 917,20 \$ et 4 417,40 \$, taxes en sus. Le versement mensuel et le coût d'emprunt varient selon le montant de l'emprunt, la durée du prêt et le versement initial/équivalent d'échange. Le kilométrage alloué pour la location-bail est de 20 000 km/an (d'autres forfaits sont offerts) avec un supplément de 0,10 \$ par kilomètre excédentaire. → 2 versements gratuits à la location auprès de KICFS d'un modèle Rio, Spectra, Sedona ou Sorento 2005 sélectionnés. Versements mensuels maximums respectifs, incluant les taxes applicables : 250 \$, 350 \$, 475 \$ et 500 \$. ** PDSF : Rio S 2005 à partir de 12 995 \$ et Spectra LX 2005 à partir de 15 995 \$. Les plaques, immatriculation, assurances, frais de livraison et destination, et taxes sont en sus, à moins d'indication contraire. Le PDSF des modèles présentés figure ci-dessus. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer les véhicules à prix inférieur. \$ Un taux de financement à l'achat de 0 % s'applique pour une période maximale de 48/72 mois, en fonction du modèle du véhicule. Toutes les options de financement à l'achat excluent les frais de livraison et destination, plaques, assurances, frais d'administration et taxes applicables. Exemple de financement à l'achat : un montant de 10 000 \$, à un taux de financement à l'achat de 0 %, donne des versements mensuels de 277,78 \$ pour une durée de 36 mois; le coût d'emprunt est de 0 \$ pour un engagement de 10 000 \$. L'offre varie selon le modèle du véhicule. Le versement mensuel et le coût d'emprunt varient selon le montant de l'emprunt, la durée du prêt et le versement initial/équivalent d'échange. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. D'autres options de location et de financement sont offertes. † Les modèles décrits sont légèrement différents des modèles illustrés. Les images incluent des accessoires offerts en option. KIA est une marque de commerce de Kia Motors Corporation. ‡ La Garantie sans souci couvre la plupart des composants du véhicule contre les défauts, dans des conditions normales d'utilisation et d'entretien. Prix, disponibilité et caractéristiques sous réserve de modifications sans préavis. Les renseignements contenus dans cette annonce publicitaire sont supposés être exacts au moment de l'impression.

Washington accuse Martin d'avoir renié sa parole

Isabelle Rodrigue (PC)
OTTAWA

À peine venait-il de clôturer un congrès de militants plutôt réussi en répétant « promesse faite, promesse tenue », que le premier ministre Paul Martin se faisait accuser par l'administration américaine d'avoir, justement, tourné le dos à sa promesse sur la participation du Canada au projet de bouclier antimissile.

Le premier ministre n'a pas pris de temps à répliquer, répétant qu'en aucun cas il n'avait donné sa parole au voisin américain.

L'accusation est venue de la bouche de l'ambassadeur des États-Unis au Canada, Paul Cellucci, qui a souligné que M. Martin lançait depuis longtemps des

signaux très clairs que le Canada allait se joindre au projet américain visant à mettre en place un système pour protéger l'Amérique du Nord d'éventuels missiles.

« On nous avait clairement donné cette impression depuis un bon bout de temps », a déclaré M. Cellucci, hier, sur les ondes du réseau de télévision CTV.

En conférence de presse, le premier ministre Martin a nié avoir laissé entendre à l'administration américaine que la participation du Canada était acquise. Il a soutenu que le Canada devait prendre les décisions en fonction de ses priorités, et que son gouvernement avait estimé que la sécurité du territoire était mieux servie en augmentant le budget de la défense et en mettant de l'avant diverses mesures.

Pour la première fois, M. Martin a

également indiqué que le Canada était réticent à se joindre à un projet « en évolution » où le contrôle lui échapperait.

« Un projet en évolution, c'est bon pour celui qui le contrôle, a dit le premier ministre. Mais ce n'est pas le Canada qui l'aurait contrôlé. »

« C'est impossible de dire quelles seront les demandes dans un an, dans deux ans, dans trois ans. C'est facile pour celui qui le contrôle, les Américains, mais pas pour les Canadiens, et on ne voulait pas embarquer dans quelque chose aujourd'hui et trouver que la situation sera différente dans deux ou trois ans », a-t-il poursuivi.

Les Américains n'exigeaient rien du Canada, sauf un appui moral au projet. Plusieurs craignaient toutefois que, dans l'avenir, le partenaire ne demande une

participation financière, territoriale ou encore qu'il soit tenté de se lancer dans une militarisation de l'espace.

Les sondages démontraient qu'une majorité de la population s'opposait à une participation canadienne au projet de bouclier. Le dossier créait également la division au sein du caucus libéral.

M. Martin a officiellement annoncé la décision de son gouvernement, il y a 10 jours, une décision qui a froissé l'administration américaine et le président George W. Bush personnellement.

Ce dernier a d'ailleurs pris plusieurs jours avant de retourner, samedi, l'appel de M. Martin. Les deux hommes se seraient entendus, lors de leur conversation

téléphonique, qu'il fallait maintenant tourner la page sur cet épisode qui a jeté une douche froide sur les relations canado-américaines.

C'est justement pour éviter de tourner le fer dans la plaie que le premier ministre a évité de faire allusion à sa décision durant toute la tenue du congrès libéral qui s'est terminé hier. Pourtant, la décision a visiblement fait le bonheur des militants qui, partout où leur chef passait, s'empressaient de le féliciter et de le remercier d'avoir fait ce choix.

Le ministre de la Défense, Bill Graham, est même allé plus loin, invitant les militants à éviter de tomber dans un discours anti-américain.

Le refus du bouclier aidera le PLC au Québec, croit Lapierre

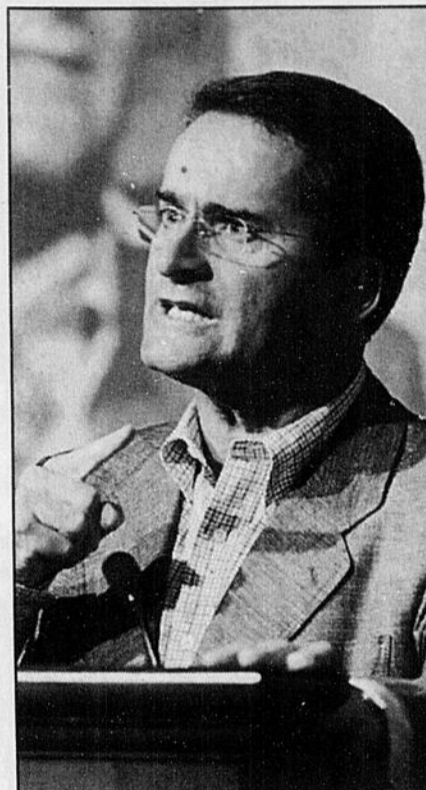
Nathalie Morissette
OTTAWA

Qualifiant le raz-de-marée bloquiste qui a déferlé sur le Québec lors des dernières élections de pur « accident », le ministre Jean Lapierre est convaincu que le Parti libéral va reconquérir les électeurs de la Belle Province.

Dans un discours prononcé presque entièrement en anglais, à la fin du congrès de son parti hier, le lieutenant politique de Paul Martin au Québec a déclaré haut et fort que le refus du premier ministre de participer au projet de bouclier antimissile permettra à ses troupes de marquer des points dans la province lors du prochain scrutin.

Or, depuis qu'il a informé le président George W. Bush de sa décision, le premier ministre Martin en parle du bout des lèvres. D'ailleurs, l'épineuse question a été très peu abordée lors du congrès qui avait lieu dans la capitale fédérale. Rappelons que la non-participation du Canada au projet américain, une position défendue par le Bloc québécois, a toujours fait consensus au Québec.

« La décision du premier ministre et du cabinet sur le bouclier antimissile nous rend la tâche beaucoup plus facile au Québec pour rebâtir et pour gagner des comtés, a lancé Jean Lapierre sous les chauds applaudissements de l'assistance. Nous allons sortir de la prochaine élection avec un gouvernement majori-



Jean Lapierre

taire et une majorité de députés libéraux au Québec. Le Bloc a gagné ses sièges par accident », a-t-il soutenu.

Dans son discours de fin de congrès, le premier ministre Martin en a remis. « Les bloquistes prétendent protéger le

Québec, a-t-il déclaré. Mais en réalité ce qu'ils cherchent, c'est une permanence dans l'opposition. Lors de la prochaine élection, ce que les Québécois vont dire, ils vont le dire clair et fort: assez, c'est assez! »

Réaction du Bloc

À l'issue du congrès libéral, le Bloc québécois s'est moqué des propos de Jean Lapierre ainsi que de l'image de parti uni que souhaitent se donner les libéraux. « M. Lapierre est rendu le spécialiste des déclarations farfelues, a répliqué Michel Gauthier, leader en Chambre du Bloc. Il répétera ça au Québec si c'est par accident que 54 députés ont été élus. C'est un gros accident en tout cas. Il risque d'être éclaté au cours de la prochaine élection, encore. »

M. Gauthier a accusé les libéraux de ne pas être « connectés » sur les préoccupations des Québécois comme l'assurance-emploi et le scandale des commandites. Les nominations de Paul Martin pour la prochaine campagne sont également une preuve tangible de l'inconscience des libéraux, estime-t-il. « Ils peuvent bien nommer Marc Lalonde coprésident de la campagne! Le renouveau du Parti libéral, ils le prennent dans les vieux meubles associés à la période des mesures de guerre, tonne-t-il. La période Lalonde c'est la période noire du trudeauisme au Québec. C'est comme ça qu'ils veulent séduire le Québec? Et bien bravo pour le Parti libéral! » (La Presse)

De nouveaux décors qui enrichissent votre demeure. Et votre allée de stationnement.

Le prix ne sera peut-être pas identique à celui illustré.

VOUS POURRIEZ GAGNER! UNE MINI

Avec Hunter Douglas, il ne s'agit que de style.

Hunter Douglas vous incite à venir jeter un coup d'œil à leur toute dernière collection de parures de fenêtre pour votre demeure. Lors de votre visite, vous aurez aussi l'opportunité de vous inscrire au concours pour gagner une Mini Cooper 2005.

Hunter Douglas
parures de fenêtres

Nous avons les meilleurs prix!

DÉCORATION
King

1303, rue King Ouest, Sherbrooke • 5 6 3 - 3 8 5 5

Les experts vous donnent 3 moyens pour se rendre du point A au point B.

« La Saab 9-5 domine la catégorie des intermédiaires de luxe en ce qui concerne la fréquence relative des demandes d'indemnité pour blessures. »
- Highway Loss Data Institute, 2004

« La Saab 9-3 berline sport est la première voiture à obtenir la double cote "Meilleur choix" dans les essais de collision de l'IIHS »
- Insurance Institute for Highway Safety, 2004

« Dans l'ensemble, la 9-2X d'allure sportive offre une excellente tenue de route et est bien équilibrée en plus d'être confortable »
- Norm Mart, Toronto Sun



Saab 95 berline 2005

Louez à **449\$** /mois/48 mois
4 600 \$ comptant

39 250\$ Prix d'achat comptant

SAAB ANNULE LE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Groupe Premium sans frais inclus (valeur de 2 000 \$)

Saab 93 berline sport 2005

Louez à **355\$** /mois/48 mois
4 800 \$ comptant

34 995\$ Prix d'achat comptant

SAAB ANNULE LE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Saab 92X 2005 à traction intégrale

Louez à **275\$** /mois/48 mois
4 300 \$ comptant

26 900\$ Prix d'achat comptant

SAAB ANNULE LE DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Saab reçoit une note parfaite en matière de sécurité.

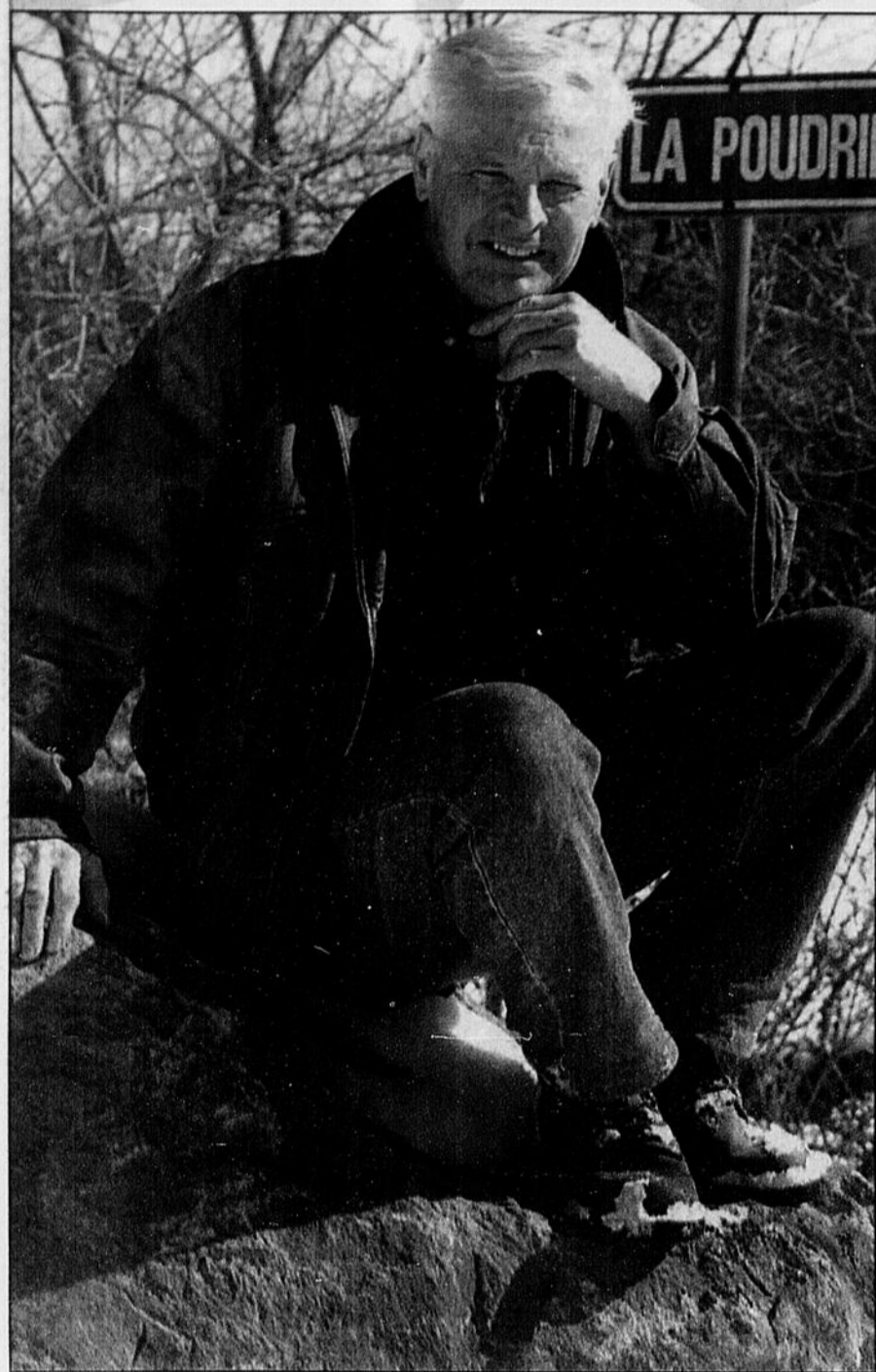


★★★★★
www.euroncap.com
Saab 9-3
Date d'évaluation: novembre 2002

Les Saab 9-3, 9-5 et 9-3 cabriolet ont obtenu la cote de sécurité maximale, soit cinq étoiles, pour les impacts frontaux et latéraux lors des rigoureux essais de collision menés par l'EuroNCAP.

Offre basée sur un contrat de location de 48 mois d'une 9-3 berline sport Linear, 9-2X Linear et d'une 9-5 berline Arc avec un acompte ou un échange de 4 800 \$/4 300 \$/4 600 \$. Saab annule le dépôt de sécurité. L'option d'achat au terme de la location est de 15 792 \$/12 497 \$/19 019 \$, taxes en sus. Le taux d'intérêt annuel sur la location est de 2,9 %/2,9 %/1,9 %. Limite annuelle de kilométrage de 20 000 km, chaque kilomètre excédentaire étant facturé 0,12 \$. D'autres options de locations sont offertes. † Financement sujet à l'approbation du crédit par GMAC. L'obligation totale sera de 21 863 \$/17 491 \$/26 153 \$. ** Le transport (1 130 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la TPS, la TVQ, les frais d'immatriculation, la préparation à la route, les frais d'administration, d'enregistrement, les frais associés à l'inscription au RDPRM, les droits, l'assurance et l'équipement optionnel sont en sus. Les détaillants peuvent fixer leur propre prix. Les offres s'appliquent uniquement aux modèles Saab 9-3 berline sport Linear/9-2X Linear et 9-5 berline Arc 2005 neufs ou de démonstration faisant partie des stocks du détaillant et sont réservées aux clients au détail admissibles. Ces offres sont d'une durée limitée et ne peuvent, dans certains cas, être combinées avec d'autres offres. Pour plus d'information sur les conditions et détails de ces offres, voyez votre détaillant, visitez saabcanada.com ou composez le 1 888 888-SAAB. Les essais de collision de l'IIHS sont basés sur un test de collision frontale décalée à 64 km/h et un test de collision latérale à 50 km/h. Voyez votre détaillant, visitez saabcanada.com ou faites le 1 888 888-SAAB pour les conditions et détails. L'étude Euro NCAP évalue des variantes européennes des modèles, auxquelles elle attribue des notes allant de une à cinq étoiles, la cote cinq étoiles représentant les meilleures performances aux essais. Les Saab 9-3, 9-5 et 9-3 cabriolet 2004 ont obtenu la plus haute distinction en matière de protection contre les impacts frontal et latéral, avec une note de cinq étoiles aux essais de collision Euro NCAP. Date des évaluations: novembre 2002 (Saab 9-3), juin 2003 (Saab 9-5), juin 2004 (Saab 9-3 cabriolet). Les modèles Saab vendus en Europe et ceux vendus ailleurs dans le monde peuvent présenter des différences. Pour plus de renseignements, visitez www.euroncap.com.

Saturn Saab de Sherbrooke
4880, boul. Bourque
Rock Forest
(819) 823-1400



le mérite ESTRIEN

Vous écrivez l'histoire au quotidien

2005



BÉNÉVOLAT

Claude Péloquin Un bénévole dans l'ombre

Même s'il a pris sa retraite, en 1997, Claude Péloquin n'a jamais cessé de travailler. Cet homme de passions a fait de la Poudrière de Windsor un deuxième domicile et un endroit où il fait bon vivre.



Maxime
Charron

maxime.charron@latribune.qc.ca
WINDSOR

Pas question de compter les heures de travail. De toute façon, il serait probablement impossible de le savoir, puisque Claude Péloquin passe quasiment plus de temps au Centre culturel et patrimonial la Poudrière de Windsor, que dans sa propre maison. Son implication au sein de cette entreprise remonte à plus d'une dizaine d'années et cache une véritable histoire d'amour.

Ancien enseignant et membre de la direction du Collège de Sherbrooke, Claude Péloquin a habité la ville de Sherbrooke jusqu'en 1984, année où il a emménagé dans la municipalité de Saint-Claude. C'est à ce moment que les liens ont commencé à se tisser entre cette ancienne industrie de fabrication de poudre noire et l'homme, aujourd'hui âgé de 62 ans. «Je passais régulièrement devant cette usine et mon frère m'en parlait souvent, mentionne M. Péloquin. Je trouvais que c'était un endroit magnifique, mais je savais également qu'il y avait beaucoup de travail à faire à l'intérieur.»

Son frère, Denis-Péloquin, est impliqué à la Poudrière depuis déjà plusieurs années. Il a ainsi convaincu son frère de lui donner un coup main afin de rouvrir le bâtiment au public. «Au tout début, je leur ai fourni de l'équipement informatique, tel que des imprimantes et du papier. Ensuite, j'ai aidé à bâtir des sentiers dans le bois, à construire une passerelle, à refaire les planchers et à modifier la structure des escaliers. Avec les années, nous avons reproduit un magasin comme à l'époque. J'ai moi-même construit les étagères et tout ce qui sert à l'exposition des objets antiques.»

Depuis ce temps, il n'est plus possible d'arrêter Claude Péloquin, qui fait des pieds et des mains pour assurer l'efficacité du Centre culturel et patrimonial la Poudrière de Windsor. «Depuis ma retraite, je passe la majorité de mon temps à organiser des activités, à réparer ou installer des choses, dit-il. Je trouve important de partager l'histoire de la Poudrière. Malheureusement, il y a environ 50 % des citoyens de Windsor qui n'ont jamais mis les pieds dans la bâtisse. Pourtant, l'histoire de cette industrie est incroyable et très intéressante, en plus

d'être à leur portée.»

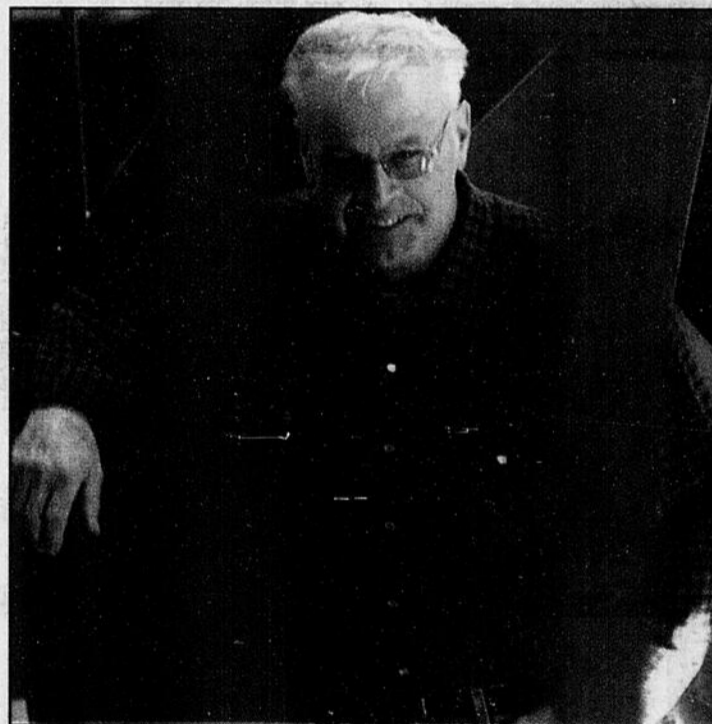
Claude Péloquin se distingue notamment par sa polyvalence. Autant du côté manuel que logistique, passant par le pratique et la structure organisationnelle, M. Péloquin est un homme à tout faire. Pendant qu'il est à organiser une campagne de financement pour d'éventuelles activités, il s'occupe à temps plein, avec son fils Benoît et son gendre Guy, d'une érablière de 2000 entailles, dans son patelin de Saint-Claude.

Depuis 1980, «Le Sucrier d'Antan» fait flèche de tout bois et sucre le bec des proches de M. Péloquin. «Autant que la santé me permettra de travailler à l'extérieur, je vais le faire, lance celui qui s'adonne également à la chasse et à la pêche. J'adore travailler dehors, bouger et profiter de la nature. D'ailleurs, je coupe encore mon bois de chauffage», ajoute-t-il en riant.

Le symposium

Si Claude Péloquin refuse de compter ses heures de bénévolat, c'est sans doute dû à l'événement du 11-12-13 juin prochain. En effet, notre bénévole est à la tête d'un symposium présenté sur le site de la Poudrière. Plus d'une vingtaine d'artistes se regroupent dans le but d'exposer et de peindre sur place, des tableaux de peinture. L'an dernier, plus de 3000 visiteurs ont pu admirer le talent de ces peintres. M. Péloquin se charge donc de la recherche des artistes, des commanditaires et de la publicité, en plus de l'installation et du montage du plateau où les artistes s'exposent. Il s'agit d'un travail de plus de 400 heures. «Le nombre d'heures n'est pas vraiment important pour moi, assure-t-il. L'objectif est d'augmenter la visibilité de ces peintres et donner une chance aux gens d'observer notre culture sur une toile.»

Les prochains visiteurs de la Poudrière sauront maintenant qu'il y a un peu de Claude Péloquin dans l'histoire de cette industrie.



Imacom, Jan Sébastien Béland

Il n'est plus possible d'arrêter Claude Péloquin, qui fait des pieds et des mains pour assurer l'efficacité du Centre culturel et patrimonial la Poudrière de Windsor.

- Né le 22 juin 1942, Claude Péloquin est marié avec Denise Lafrenaye depuis 1966
- Le couple a deux enfants, Benoit, 31 ans, et Annick, 36 ans
- Il a étudié en technique de fabrication mécanique et dessin industriel, à l'Institut technologique de Sherbrooke
- Il a été coordonnateur à l'organisation de l'enseignement du Collège de Sherbrooke, de 1970 à 1990

3 Les explosifs

Champions de la force et de la vitesse
La vitesse de réaction des explosifs est extrêmement rapide : de 1 000 à 10 000 mètres par seconde. L'onde de choc, qui prend naissance dans la matière explosive même, se propage dans l'atmosphère avec des effets

Imacom, Jan Sébastien Béland

«Avec les années, nous avons reproduit un magasin comme à l'époque. J'ai moi-même construit les étagères et tout ce qui sert à l'exposition des objets antiques», raconte Claude Péloquin.

ROGER LAROCHE S'ENTRETIENT AVEC LA PERSONNALITÉ DU MÉRITE ESTRIEN À ESTRIE EXPRESS DÈS 16 H 00



NE MANQUEZ PAS L'ENTREVUE DU MÉRITE ESTRIEN AU BULLETIN DE NOUVELLES LE TÉLÉJOURNAL ESTRIEN DE 17 H 57 À 18 H 30



CLARICA